



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

Le pacte d'Uniterre cartonne 265 candidat-e-s l'ont signé

Pour la seconde fois, Uniterre a proposé aux candidat-e-s aux élections fédérales de signer un pacte intitulé «pour une agriculture citoyenne basée sur la souveraineté alimentaire». A la différence des autres démarches lancées par diverses organisations en cette période électorale, votre syndicat propose aux candidat-e-s ni plus ni moins d'adhérer à un certain nombre de positionnements clairs issus de notre vision. Sur 265 signataires, seuls 16 ont émis quelques réserves.

Le but de ce pacte n'est pas de faire la campagne électorale pour l'un ou l'autre des partis mais bien de savoir quel-le-s candidat-e-s appuient franchement nos visions. Et de pouvoir travailler par la suite avec un groupe d'élu-e-s interpartis. Uniterre s'est toujours positionné au-dessus de la politique partisane. Et c'est sa force. A l'aube des débats parlementaires sur la politique agricole 2014-17, sur les accords de libre-échange, sur l'aménagement du territoire ou sur le moratoire OGM, le fait que des candidat-e-s de quasi l'ensemble de l'échiquier politique aient signé est encourageant. Pour la première fois, le pacte a également été envoyé en Suisse alémanique (Zurich, Bâle, Berne, Soleure) et a reçu un accueil très positif. L'agriculture n'est la propriété privée d'aucun parti. Elle concerne l'ensemble de la société car chacun d'entre nous est appelé à se nourrir chaque jour.

Alors que la guerre du lait pointe à l'horizon nous devons, paysannes et paysans, briser le corporatisme, chercher des alliances, des appuis dans l'ensemble de la société! Notre force de rassemblement



autour de nos visions doit être décuplée de toute urgence. L'automne s'annonce plus que chaud. Nous vous appelons à venir très nombreux le 16 octobre 2011 l'après-midi à l'assemblée paysanne qui discutera des actions à mener dans les prochaines semaines dans les dossiers laitier, carné et céréalière. Amenez-y vos collègues, membres ou non d'Uniterre.

La production laitière -pour beaucoup d'entre nous une vraie passion et pour l'ensemble de la société une denrée in-

dispensable à l'alimentation- ne doit pas disparaître dans le silence. Ne nous laissons plus traiter comme des moins que rien par l'industrie et les acheteurs. Nous sommes des interlocuteurs incontournables du secteur, et nous devons l'affirmer haut et fort. La fédération des producteurs suisses de lait semble enfin l'avoir compris, c'est ce que nous espérons.

Ayons la tête haute: l'avenir dépend de notre détermination à agir avec fermeté, unité et conviction dans les prochains mois.



Pacte agricole
Élections fédérales
Page 2



Marché laitier
Prix du lait
Page 3



Entretiens
Délégation suisse
Pages 4, 5 et 6



Accès à la terre
Mirage ?
Page 7

POLITIQUE AGRICOLE - ÉLECTIONS FÉDÉRALES

Les 265 signataires du pacte Uniterre 2011

Le pacte d'Uniterre intitulé «pour une agriculture citoyenne basée sur la souveraineté alimentaire» a été bien accueilli sur l'ensemble de l'échiquier politique. Comparativement à 2007 (130 signataires), c'est une avancée auprès du Parti Socialiste (+4%), des Verts (+4%, parti qui a le plus signé), mais aussi du Parti démocrate chrétien (+6%) et du Parti évangélique (+3%).

L'astérisque devant le nom d'un(e) candidat(e) signale qu'une réserve a été émise (consultables sur le site).

Bern

Besmer Andreas Die Linke
Vital Marleina Die Linke
Charpié Frédéric Die Linke
Iau Cédric Die Linke
Reinmann Klingsor Die Linke
Amman Christa Die Linke
*Roth Hansruedi SP
Ausburger-Brom Dana SP
Schweizer Thomas SP
Gallaz Martine SP
Lemann Danielle SP
Morie-Genoud Michèle SP
Garbani Philippe SP
Amstutz Pierre Grüne
Rüfenacht Daphné Grüne
Zimmermann Philipp Grüne
de Meuron Andrea Grüne
Seiler Michel Grüne
Schärer Corine Grüne
Hänni-Lehmann Kathy Grüne
Teuscher Franziska Grüne
Scheuss Urs Grüne
Donzé Pablo Grüne
Iannino Gerber Maria Esther Grüne
Gugger Roman Grüne
Herren-Brauen Anita BPD
Sameli Rahel CVP
Schnegg-Affolter Christine EVP
Bürki Mathias EVP
Zimmermann-Oswald Mirja EVP
Löffel-Wenger Ruedi EVP
Gygas-Wymann Susanne EVP
Gerber Tom EVP

Solothurn

*Schauwecker Christof Grüne
Bolliger Cyrill Grüne
Wyss Flück Barbara Grüne
Lang Felix Grüne
*Probst Sibylle SVP
Jenne Helmut SVP

Basel Land

Keller Rudolf Schweizer Demokraten
Hammel Urs Schweizer Demokraten
Buser Thomas EVP
Gröflin-Schürch Peter EVP
*Nyfeler Blaser Marianne EVP
Graf Maya Grüne
Maag Esther Grüne
Ryf Hanspeter BPD
Augstburger Elisabeth EVP
Wunderer Jacqueline SVP
Ballmer Daniel GrünLiberales

Basel Stadt

Bertschi Nora Grüne
Lachenmeier Anita Grüne

Aargau

Kunz René Schweizer Demokraten
Reiniger Thomas Schweizer Demokraten
Hämmerli Jahel Grüne

Thurgau

Meyer Deborah EVP

Neuchâtel

Babey-Falce Katia Les Socialistes
Béguelin Matthieu Les Socialistes
Berberat Didier Les Socialistes
Bertschi Christiane Les Socialistes
Docourt Ducommun Martine Les Socialistes
Hurni Baptiste Les Socialistes
Nater Florence Les Socialistes
Chollet Clarence Les Verts
Angst Doris Les Verts
Debrot Laurent Les Verts
John Calame Francine Les Verts
Fivaz Fabien Les Verts
Breitschmid Damian PBD
Martinez Vincent PDC
*Pahud François PDC

Genève

Carlo Jean-Louis Gauche combative
Lonfat Myriam Gauche combative
Lonfat Myriam Gauche combative
Tettamanti Laurent Gauche combative
Grau Dominique Gauche combative
Martenot Claire La Gauche-Solidarités
Prezioso Stéphanie La Gauche-Solidarités
Gasser Chantal La Gauche-Solidarités
Batou Jean La Gauche-Solidarités
Sauvin Philippe La Gauche-Solidarités
Baud Olivier La Gauche-Solidarités
Bertrand Sebastien La Gauche-solidaritéS
Nahory Albert La Gauche-Solidarités
Stebler Henriette La Gauche-Solidarités
Schnebli Tobia La Gauche-Solidarités
Vanek Pierre La Gauche-Solidarités
Katz Alison La Gauche-Solidarités
Robert Jacques Les Socialistes
Boillat Valérie Les Socialistes
Bolay Loly Les Socialistes
Sommaruga Carlo Les Socialistes
Serdaly Morgan Christine Les Socialistes
Peytreman Eric Les Socialistes
*Roth-Bermasconi Maria Les Socialistes
*Maury Pasquier Liliane Les Socialistes
Schneider Max Les Verts
Fischer Fabienne Les Verts
Cart Julien Les Verts
Mahrer Anne Les Verts
Kasser Louise Les Verts
Leuenberger Ueli Les Verts
Bavarel Christian Les Verts
Hodgers Antonio Les Verts
Cramer Robert Les Verts
Moratti Juno Anne Les Verts
Abi Chaker Léna Les Verts
Benventu Seyda Les Verts
Badoux Daniel Les Verts
Mazzone Lisa Les Verts
Poggia Mauro Mouvement citoyen genevois
Schaller Philippe PDC
Barthassat Luc PDC
Hirsch Beatrice PDC
Muller Ludwig-Anton UDC
Leyvraz Eric UDC
Chollet Claude-Alain vert'libéraux
Bariatti Tatiana vert'libéraux
Levy Louis-Charles vert'libéraux
Fritz Jacques vert'libéraux

Vaud

Dolivo Jean-Michel La Gauche-solidaritéS
Kocher Maïla La Gauche-solidaritéS
Buclin Hadrien La Gauche-solidaritéS
Süri Daniel La Gauche-solidaritéS
Amarelle Cesla Les Socialistes
Schwaab Jean-Christophe Les Socialistes
Voruz Eric Les Socialistes
Strasser Rudolf Les Socialistes
Ruiz Rebecca Les Socialistes
Savary Géraldine Les Socialistes
Montangero Stéphane Les Socialistes
Rydlo Alexandre Les Socialistes
Baehler Bech Anne Les Verts
Marguet Paul Henri Les Verts
Tanner Carmen Les Verts
Bavaud Sandrine Les Verts
Mahaim Raphael Les Verts
Michaud Gigon Sophie Les Verts
Zwahlen Jacques Les Verts
Thorens Goumaz Adèle Les Verts
Van Singer Christian Les Verts
Recordon Luc Les Verts
Rochat Yannick Les Verts
Monnier Luc PBD
Neiryck Jacques PDC
Barjolle Dominique PDC
de Preux Thierry PDC
Chevalier Céline PDC
Begle Claude PDC
Sagbo Serge PDC
Cornut Sandrine PDC
Jaquenoud Antoine PDC
Misiego Céline POP & Gauche en mouvement
Alabay Behram POP & Gauche en mouvement
Dudt Jean-Paul POP & Gauche en mouvement
Sansonnens Julien POP & Gauche en mouvement
Tétaz Myriam POP & Gauche en mouvement
Torriani Elena POP & Gauche en mouvement
*Jeanneret Pierre POP & Gauche en mouvement
Rouyet Jean-Pierre POP & Gauche en mouvement
Borel Bernard POP & Gauche en mouvement
Frund Sarah POP & Gauche en mouvement
Grand Hélène POP & Gauche en mouvement
Grin Jean-Pierre UDC
*Despot Fabienne UDC
*Glauser Alice UDC
Sordet Jean-Marc UDC
Bernhard Maximilien UDF
Wulliamoz Jérôme UDF
Fiechter Enrico UDF
Herren Serge UDF
Blunier Cerruela Patricia UDF
Mayer David UDF
Vallat Patrick vert'libéraux
Demaurex Aurélien vert'libéraux
Chevalley Isabelle vert'libéraux
Lio Lena vert'libéraux
Richard Claire vert'libéraux
Leroy-Beaulieu Benjamin vert'libéraux
Berney Michel vert'libéraux
Courdesse Régis vert'libéraux
Schaller Graziella vert'libéraux
Galliker Alain vert'libéraux

Jura

Beuret Rosalie Les Socialistes
Fridez Pierre-Alain Les Socialistes
Hennequin Erica Les Verts
Segalla Roberto Les Verts
Gschwind Jean-Paul PDC
Burri André PDC
Meury Pierre-Xavier PLR
Baettig Dominique UDC

Fribourg

*Steiert Jean-François Les Socialistes
Berset Alain Les Socialistes
Leyvraz Christian Les Socialistes
Wassmer Andrea Les Socialistes
Bischof Simon Les Socialistes
Tschopp Martin Les Socialistes
Piller Carrard Valérie Les Socialistes
Collaud Oliver Les Verts
Bardet Nicole Les Verts
Messer Marc-Antoine Les Verts
Peisl-Gaillet Yolande Les Verts
Aeby-Egger Nicole PCS
Besse Roland PCS
Gobet Marie-Thérèse PCS
Zimmerman Jean-Pierre PEV
Michellod Savio PLR
*Page Pierre-André UDC
Peiry Stéphane UDC
Mesot Roland UDC
Losey Michel UDC
Waeber Emanuel UDC
*Rollier Henri vert'libéraux

Valais

Cottagnoud Olivier La Gauche
Curdy Brian La Gauche
Meillard Jean-Marie La Gauche
Oggier Claudine La Gauche
Ecoeur Yves Les Socialistes
Bourgeois Gaël Les Socialistes
Reynard Mathias Les Socialistes
Salamin Olivier Les Socialistes
Fournier Jérôme Les Verts
Barras Sylviane Les Verts
Kuster Dominique Les Verts
Clivaz Christophe Les Verts
Quinodoz Mathieu Les Verts
Morend François Les Verts
Caillet-Bois Fabrice Les Verts
Günther Vincent Les Verts
Volpi Marylene Les Verts
Willa Anne-Christine Les Verts
Taramarcz Célestin Ouverture
*Buttet Yannick PDC
Moulin Malvine PDC
*Darbellay Christophe PDC
Pellouchoud Kevin UDC
Freysinger Oskar UDC
Follonier Kevin UDC
Desmeules Jérôme UDC
Logean Grégory UDC

Zurich

Scherr Niklaus Alternative Linke
*Wobmann Walter Schw. Demokraten
Meyer Mattea SP
Thalman Barbara SP
Schlatter-Schmid Marionna Grüne
Kunz Markus Grüne
Glättli Balthasar Grüne
Bänziger Marlies Grüne
Redzic Alma Grüne
Läubli Hans Grüne
Margreiter Ralf Grüne
Palsler Lucien Grüne
Kälin Simon Grüne
Hübscher Lilith Grüne
Geering Andreas CVP
Bloch Bent CSP
Lukas Roland CSP
Müller-Jaag Lisette EVP
Neuenschwander Julia EVP
Woodhatch Tania EVP

MARCHÉ LAITIER

Prix du lait

Les producteurs veulent pouvoir réguler leur production afin de ne plus devoir payer des soutiens aux exportations. Uniterre et Alliance Sud (la communauté de travail de Swissaid, Action de Carême, Pain Pour le Prochain, Helvetas, Caritas et EPER) s'indignent contre la mesure prise par le Conseil fédéral.

Le 1^{er} octobre, la force obligatoire obligeant les producteurs de lait à verser une taxe de 1 ct/kg par kg de lait sera effective. Ce fond sera utilisé pour exporter des surplus de matières grasses et de poudre. Cette pratique est contraire au principe de souveraineté alimentaire car elle entraîne un dumping sur les prix à l'exportation et instaure une situation de concurrence déloyale chez nos collègues paysans à l'étranger. En plus d'être taxé, les producteurs suisses n'ont aucune garantie que cette mesure provoque une hausse de prix, car ils n'ont pas la possibilité de réguler eux-mêmes leur offre en fonction des prix et des marchés. Ce privilège reste entre les mains de l'industrie. Les paysans sont à nouveau pris au piège. Le temps est venu de développer de nouvelles règles commerciales plus équitables et de créer une plateforme nationale de régulation des volumes en main des producteurs.

Les 34 millions de francs récoltés sur le dos des producteurs alimenteront un fond de soutien pour exporter les invendus de Crémo, Hochdorf ou encore Emmi. Ces exportations iront casser les marchés de nos collègues paysans à l'étranger, qu'ils soient européens ou habitants d'un pays en développement.

Dans ces pays, ces exportations menacent l'industrie locale qui ne peut résister à la concurrence de produits laitiers importés de Suisse à des prix inférieurs aux coûts locaux de production.

«Les soutiens à l'exportation des produits agricoles sont l'instrument commercial le plus néfaste pour les pays du Sud», martèle **Isolda Agazzi, responsable de la politique commerciale chez Alliance Sud.**

En plus d'être une perte nette de revenu pour les familles paysannes suisses, cette taxe ne résout en rien le problème de la surproduction en amont. «Les producteurs doivent honorer les contrats et produire plus pour compenser la baisse continue des prix. Il faut casser cette spirale. Pour cela, les entrepreneurs que sont les paysans doivent obtenir un prix qui couvre les frais, c'est le point numéro un. La plateforme de gestion doit ensuite garantir ce rapport prix/quantité, assurer la répartition de la production et garantir aux industries un approvisionnement en lait de qualité suisse pour satisfaire des marchés rémunérateurs. Il faut y intégrer également les consommateurs» rappelle **Patrice Dubosson, de la Commission lait d'Uniterre.**

Pour Uniterre, l'industrie ne prend pas ses responsabilités. Elle pousse à la

production pour baisser les prix, augmenter son chiffre d'affaire et rentabiliser ses investissements, quitte à créer des stocks qui devront être exportés avec l'argent des paysans. Cette situation engendre une précarité croissante des exploitations laitières du pays. Elle remet en question la volonté des citoyennes et des citoyens de maintenir une production laitière décentralisée, durable, de type paysanne et qui puisse dégager des revenus qui assurent la pérennité de la production. L'industrie poursuit donc des objectifs qui vont à l'encontre du principe de souveraineté alimentaire.

Face à cette situation déplorable, les producteurs, les consommateurs et les pouvoirs politiques sont contraints de réagir vite et bien. L'heure n'est plus aux motions qui stigmatisent les «mauvais» ou des «bons» producteurs. Il s'agit de redonner aux producteurs le pouvoir de réguler eux-mêmes leur production.

Les signataires de ce communiqué demandent à Confédération:

1. La force obligatoire pour la création d'une plateforme nationale de régulation des quantités en main des producteurs

2. De ne plus subventionner des exportations de beurre et de lait en poudre vers les pays en développement

Uniterre, Alliance Sud et EMB

Actualité lait

Lait des prés

Une délégation d'Uniterre a rencontré la direction d'IP-Suisse à Zollikofen pour faire le point sur le lait des prés. D'une manière générale nous saluons le fait que l'organisation, qui a priori, n'est pas spécialiste du lait, ait réussi à trouver un accord avec la Migros pour faire augmenter le prix sur ce lait. Néanmoins Uniterre déplore le manque de transparence d'ELSA quant aux critères de choix des producteurs, la plus-value trop faible et le manque de discussion avec les autres organisations de producteurs au départ du projet.

EMB

Uniterre a défendu le projet de régulation des quantités en main des producteurs lors d'une séance du bureau de l'European Milk Board (EMB) à Bruxelles. Suite à cela, EMB a décidé de porter une attention particulière au «casse-tête» laitier suisse, et va faire ce qu'il lui est possible au niveau européen pour soutenir nos revendications.

IP-lait et baisse de prix

Suite aux décisions scandaleuses de baisse des prix du lait (taxe de 1ct et baisse du prix indicatif de 4 ct/kg), de nombreux producteurs appellent au secrétariat pour reprendre des actions démonstratives. Afin de faire le point sur cette situation explosive, tous les producteurs, sympathisants et décideurs politiques se retrouveront le dimanche 16 octobre. Restez informés via mail/SMS et www.uniterre.ch

Une clé de répartition des contributions à la défense professionnelle

Nous l'avons déjà souligné dans les lignes de ce Journal, le développement de votre syndicat nécessite des besoins humains et donc financiers supplémentaires. Fin 2010, un groupe de travail avait été mis en place afin de plancher sur les possibilités de financement. Lors de la dernière assemblée générale d'Uniterre en juin 2011, les membres ont défini deux axes pour obtenir plus de moyens: l'augmentation des cotisations d'adhésion au syndicat pour 2012 et la négociation d'une clé de répartition des cotisations payées aux autres organisations de défense professionnelle agricole.

Ce deuxième axe est essentiel car sa réussite permettrait de rabaisser les cotisations d'adhésion! Afin de pouvoir négocier avec les organisations agricoles sectorielles qui reversent

une partie de VOS prélèvements à d'autres organisations de défense professionnelle,

vous avez la possibilité d'attribuer un mandat de négociation au comité d'Uniterre pour discuter de cette clé de répartition. A cette fin, vous trouvez encarté dans ce journal un formulaire à remplir et à nous retourner daté et signé au plus vite.

Merci d'y prêter l'attention nécessaire, votre voix nous est importante! Vous pouvez également multicopier et diffuser ce formulaire, il n'est pas réservé exclusivement aux membres d'Uniterre. Sans être membres, de nombreux paysans peuvent sans doute reconnaître l'utilité du syndicat sur l'échiquier national.

Ein Verteilschlüssel für die Beiträge der Interessenvertretung

In dieser Zeitschrift haben wir bereits erwähnt, dass die Entwicklung unserer Gewerkschaft zusätzliche Arbeitskräfte und folglich auch finanzielle Mittel benötigt. Ende 2010 wurde eine Arbeitsgruppe gebildet, um die verschiedenen Finanzierungsmöglichkeiten zu untersuchen. An der letzten Generalversammlung im Juni 2011 haben die Mitglieder von Uniterre beschlossen, bei der Mittelbeschaffung zwei strategische Achsen zu verfolgen: die Erhöhung der Mitgliederbeiträge von Uniterre ab 2012 und die Aushandlung eines Verteilschlüssels für die Beiträge an die anderen landwirtschaftlichen Interessenvertreter.

Die zweite Achse ist unerlässlich, denn wir können unsere Mitgliederbeiträge nur senken, wenn ein Verteilschlüssel eingeführt wird! Damit dies gelingt und die Branchenverbände einen Teil

von IHREN Abgaben an die anderen Interessenvertreter weitergeben, **können SIE der Uniterre ein Mandat erteilen, damit Uniterre die Verhandlungen für den Verteilschlüssel aufnimmt. In dieser Zeitschrift finden Sie ein Formular, das Sie uns bitte ausgefüllt, datiert und unterschrieben an uns zurücksenden.**

Wir danken Ihnen, dass Sie diesem Anliegen die nötige Aufmerksamkeit widmen. Ihre Stimme ist für die Gewerkschaft unersetzlich! Sie können das Formular auch kopieren und verteilen, denn es betrifft nicht nur die Mitglieder von Uniterre. Auch Nicht-Mitglieder, zahlreiche Bäuerinnen und Bauern, erkennen zweifellos die Nützlichkeit einer nationalen Bauerngewerkschaft.

NYELENI EUROPE 2011, FORUM EUROPÉEN POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

La souveraineté alimentaire, une réponse européenne à la crise!



La cérémonie d'ouverture avec la présence du représentant malien du forum mondial Nyeleni 2007

Ce sont 120 organisations locales de producteurs d'aliments et de la société civile en provenance de 34 pays d'Europe, dont la Suisse, qui ont participé au forum Nyeleni Europe, le forum européen pour la souveraineté alimentaire. Un succès pour les organisateurs, qui avaient tout mis en oeuvre pour garantir la représentativité de chaque région d'Europe, ainsi que la diversité et la richesse des expériences. Les quelques 400 délégués s'étaient donné rendez-vous du 16 au 21 août dernier à Krems, petite ville de Basse-Autriche longeant le Danube au bout de la vallée du Wachau, avec pour objectif de renforcer leur capacité collective pour exercer un contrôle citoyen sur notre système alimentaire et dénoncer celui imposé par l'agro-business.

Le Forum a montré l'importance de la contribution des jeunes, des femmes et des producteurs, dont les préoccupations sont souvent sous-estimées.

Les bases d'une plateforme européenne de coordination ont été lancées et des actions communes d'ores et déjà planifiées; à commencer par le lancement d'une semaine d'actions du 10 au 16 octobre. Cette période marque la Journée mondiale de l'Alimentation (16 oct), la présentation des propositions législatives de la réforme de la politique agricole commune de l'Union européenne par la Commission européenne (12 oct), ainsi que le comité pour la sécurité alimentaire de la FAO. A l'issue du forum, l'ensemble des organisations se sont engagées, dans une Déclaration commune, à lutter pour:

Changer la manière dont la nourriture est produite et consommée

Nous avons besoin de modèles de production et de pêche écologiques, ainsi que d'une multitude de petits paysans, paysannes, jardiniers et pêcheurs qui constituent la colonne vertébrale de la production alimentaire en produisant une alimentation locale. Nous nous battons contre l'utilisation des OGM; nous cultivons et sauvegardons dans ces systèmes une grande diversité de variétés de semences et de races animales qui ne sont pas modifiées génétiquement. Nous nous engageons à nous réapproprier et à promouvoir les savoirs culinaires et processus de transformation alimentaires à travers l'éducation et le partage de compétences.

Changer la manière dont la nourriture est distribuée

Nous œuvrons à la décentralisation des circuits alimentaires en soutenant des marchés diversifiés basés sur la solidarité, des prix justes, des circuits courts et des relations intensifiées entre producteur(ice)s et consommateur(ice)s au sein de réseaux alimentaires locaux afin de contrer l'expansion et la puissance des supermarchés. Nous voulons offrir aux personnes les outils de base pour construire leurs propres systèmes de production alimentaire et permettre aux paysannes et paysans de produire et transformer eux-mêmes les aliments pour leurs communautés.

Valoriser et améliorer le travail et les conditions sociales

Nous travaillons à des politiques publiques qui respectent les droits sociaux, fixent des exigences élevées et conditionnent les financements publics à leur mise en oeuvre. Cela inclut des salaires décentes.

Revendiquer le droit aux biens communs

Nous combattons la marchandisation des biens communs, leur financiarisation et leur brevetage; et ce, s'agissant de la terre, des semences paysannes, traditionnelles et reproductibles, des races animales et des ressources halieutiques, des arbres et des forêts, de l'eau, de l'atmosphère, et des connaissances. Nos biens communs devraient être gérés grâce à un contrôle collectif et démocratique des communautés.

Changer les politiques publiques qui gouvernent nos systèmes alimentaires et agricoles

Les politiques publiques doivent être cohérentes, complémentaires et basées sur le droit à l'alimentation. Elles doivent en particulier concerner une nouvelle Politique Agricole et Alimentaire Commune, la suppression de la directive européenne sur les agro-carburants, et la gestion du commerce agricole mondial par la FAO et non par l'OMC. Nous avons besoin de cadres légaux qui garantissent des prix stables et équitables pour les producteur(ice)s, qui favorisent une agriculture qui ne nuit pas à l'environnement, qui internalisent les coûts externalisés dans le prix de la nourriture et qui réalisent une réforme agraire. Les politiques publiques doivent être élaborées grâce aux apports d'une recherche publique responsable.

La parole à la délégation suisse

19 délégués suisses ont pris part au forum. Si Uniterre avait fait du forum Nyeleni une de ses priorités, STOP OGM, Slow Food, L'Autre Syndicat, Kokopelli, TerraFair et l'ACAR avaient également fait le déplacement. Cette semaine a été très bénéfique en terme de renforcement des collaborations aussi bien à l'échelon national qu'international. La délégation s'est donné la tâche d'initier un plan d'action au sein de la plateforme suisse pour la souveraineté alimentaire.

Pas de souveraineté alimentaire sans souveraineté des semences



StopOGM – la coordination romande sur le génie génétique – faisait partie de la délégation suisse. Pour tous,

ce fut un moment d'échange privilégié pour redéfinir et approfondir les termes qui permettraient d'arriver à la mise en place d'une souveraineté alimentaire en Europe. Aujourd'hui les changements à apporter pour garantir une agriculture durable sont clairement définis; ils impliquent un engagement de chacun et des modifications structurelles pour permettre d'opérer le changement de paradigme nécessaire.

Les OGM ne répondent pas aux besoins de l'agriculture du 21^e siècle. Ils ont été développés pour répondre aux besoins

d'une agriculture industrielle exportatrice qui n'a plus besoin d'agriculteurs; une agriculture qui promeut l'utilisation massive d'intrants et l'extraction des ressources naturelles conduisant à la destruction irrémédiable des agro-écosystèmes. Ce modèle agricole est absurde et dangereux, il met en péril la sécurité alimentaire de la planète pour les décennies à venir. Il est promu par une poignée de sociétés transnationales qui tente de mettre main basse et de contrôler l'alimentation ainsi que par certains gouvernements irresponsables.

Derrière les OGM se cache un agenda d'appropriation du vivant. La reproduction, un service rendu gratuitement par la nature et utilisé par tous les agriculteurs de la planète pour la production de leurs semences adaptées localement, est rendu payant. Des moyens légaux comme le brevetage ou biologique comme les technologies de restriction (GURT) sont utilisés pour privatiser la reproduction.

Il n'y a donc pas de souveraineté alimentaire sans souveraineté sur les semences et sans modèle de production

SUITE DOSSIER NYELENI

qui place la fertilité et l'Homme au centre des préoccupations. L'agriculture est l'art de cultiver les plantes ensemble. Elle doit être pratiquée à dimension humaine pour l'Homme et pour la Terre.

StopOGM s'engage depuis plus de 10 ans pour que la Suisse reste sans OGM. Nous dispensons une information au public, aux médias et aux politiques. Nous suivons la recherche suisse et offrons un regard critique sur ses résultats. En 2010, nous avons obtenu avec succès la prolongation du moratoire jusqu'en 2013. Les deux années qui viennent seront très importantes pour définir l'avenir de l'agriculture suisse.

Luigi D'Andrea, chargé d'affaires pour StopOGM. www.stopogm.ch

Schweizerin trifft Birkensaft aus Kroatien

Gebackenes, Geräuchertes, Vergorenes und Eingemachtes empfängt mich am ersten Abend des Nyeleni Forum 2011 in Krems. Stolz präsentieren die Bauern und Bäuerinnen ihre Delikatessen - neugierig koste ich vom Birkensaft und informiere mich über Herstellung und Gebrauch. Genau deswegen bin ich nach Krems gereist: KonsumentInnen und ProduzentInnen begegnen sich und tauschen sich aus.



Lokalen und vielfältigen Lebensmitteln bei der Abschlussveranstaltung des Forums.

Die Kernbotschaft der Ernährungssouveränität inspiriert mich: Selbstbestimmung über die Ernährung, zugunsten von Mensch und Natur anstatt von Märkten und Firmen. Der Austausch mit Betroffenen und Engagierten am Nyeleni Forum bestätigte mir: Die blosser „Mitbestimmung über das Supermarktregal“ reicht bei weitem nicht mehr aus - wir KonsumentInnen müssen lautstark Ernährungssouveränität einfordern!

Innerhalb der Schweizer Delegation und am Forum selber vertrat ich den Verein terrafair, bei welchem ich mich seit vier Jahren ehrenamtlich engagiere. Terrafair setzt sich ein für Informationssarbeit rund um den Fairen Handel und gibt dreimal im Jahr ein Themenheft heraus.

Zentrale Anliegen der Fairhandelsbewegung wie zum Beispiel der gerechte Preis, partnerschaftlicher Handel auf Augenhöhe oder langfristige Vertragsbeziehungen bilden Berührungspunkte mit den Gedanken von Via Campesina.

Slow Food promeut et soutient la souveraineté alimentaire



Slow Food® CH

Slow Food CH, fort de ses 3000 membres regroupés en 15 Convivia (sections régionales), organise régulièrement durant tout l'année des soirées d'éducation au goût et des rencontres avec des petits producteurs artisanaux de nourriture car le lien direct entre le producteur et le consommateur (que Slow Food nomme ainsi Co-producteur) ainsi que la promotion d'une agriculture locale et de saison sont des éléments clés de la philosophie de Slow Food. Les Convivia sont également impliqués dans les travaux régionaux comme par exemple le label „km 0“ pour les restaurants dont 70% de leurs produits utilisés viennent d'un rayon inférieur à 100 km ou comme les „Presidio“, ces spécialités locales qui font partie du patrimoine culinaire en voie d'extinction que Slow Food sauve en élaborant un cahier de charge de qualité, en rendant public ce produit et son savoir faire et en ouvrant des canaux de distribution alternatifs. Slow Food soutient et promeut donc des produits aussi divers que le beurre au lait cru, le paun sejel (un pain de seigle de la Val Müstair) ou la culture des pruniers hautes tiges dans la région de Bâle campagne. En 2011, Slow Food CH compte 28 de ces presidi. Pour

la première fois, Slow Food organise cette année une grande foire destinée uniquement aux producteurs qui ont des spécialités dans la philosophie de Slow Food, c'est à dire: bon, propre et juste. Bon veut dire de grande qualité organoleptique, propre implique des méthodes de production écologiques et juste se tient à un prix équitable pour le producteur.

De plus, Slow Food crée des jardins d'écoles pour apprendre aux enfants qu'il existe une multitude de variétés, chacune avec ses qualités. Pour valoriser la production artisanale Slow Food s'implique, à travers le réseau Terra Madre, à (re)lier les petits paysans et producteurs avec les cuisiniers et le monde scientifique. Slow Food est une organisation sans but lucratif avec plus de 100'000 membres qui luttent contre les OGM et pour une agriculture durable et régionale.

Un Forum européen d'une grande qualité

Pour moi, ainsi que pour Slow Food, ce sujet est plutôt nouveau. Bien sûr, cela fait longtemps que nous parlons de ces contenus, sans jamais avoir mis une étiquette dessus. Donc j'étais très curieux de voir ce qui se „cache“ derrière cette expression. J'étais vraiment heureux de voir que ce n'est pas un slogan creux mais qu'il y a une multitude de gens - jeunes (donc plus actifs) et plus âgés (donc plus sages) - des organisations qui ont, à première vue, pas grand chose à partager et des nationalités venant de toute l'Europe qui se sont mises autour

d'une table pour discuter, trouver un accord commun et tirer dans le même sens pour que ce qui nous fait vivre - la nourriture - devienne à nouveau un produit respecté.

J'étais vraiment surpris par la qualité non seulement de l'organisation de ce forum que je m'imaginais un peu „alternatif“ mais aussi par la qualité du travail. Les animateurs des petits groupes de travail étaient de vraies personnalités. Je juge le résultat comme assez constructif et puissant vu la multitude des avis et priorités qui ont contribué à l'élaboration.

Le temps de l'action

Mais maintenant commence le vrai travail, celui de l'action, de la mise en œuvre des idées. Ceci demande beaucoup de persévérance ainsi qu'une bonne dose d'idéalisme. Aussi bien en interne où il s'agit de convaincre les collègues de l'importance des actions communes sur le plan national (il faut faire connaître le sujet et ses enjeux à une population qui ne partage peut-être pas les mêmes soucis) comme aux autres parties impliquées dans le monde agricole qui ne partagent peut-être pas les mêmes définitions de la souveraineté alimentaire. Mais je suis persuadé que le jeu en vaut la chandelle et que seulement en unifiant nos forces nous arriverons à travailler pour le bien-être de la mère de notre culture, l'agri-culture.

Sven Alhborn

Ich bin überzeugt, dass das Konzept Ernährungssouveränität der Fairhandelsbewegung positive Anstösse geben kann, indem sie zum Beispiel die teilweise einseitige Fokussierung auf Exportförderung abschwächt. Über die Informationsarbeit beim Verein terrafair und als Mitglied von swissfairtrade, dem Dachverband der Fairhandelsorganisationen in der Schweiz, möchte ich mich dafür einsetzen, dass der Begriff auch in der Fairhandelsbewegung aufgenommen und diskutiert wird.

Neben diesen inhaltlichen Aspekten, inspiriert mich die Dynamik, die der Bewegung für Ernährungssouveränität zugrunde liegt. Ernährungssouveränität wird von der Basis der Bevölkerung getragen und geprägt. Wir alle, die wir glauben, ein Recht darauf zu haben unsere Ernährung und Landwirtschaft selber zu bestimmen, sind Teil dieser globalen Bewegung.

Daniela Widmer

La suite des témoignages sur le forum Nyeleni Europe le mois prochain.

Comité d'Action

Le dimanche 16 octobre de 14h à 17h à Detligen, à la ferme de Walter Ramseier.

Venez nombreux discuter des propositions d'actions dans le secteur laitier et la politique agricole. Info sur site ou info@uniterre.ch ou 021 601 74 67

Semences

Action et formation 20-22 octobre 2011 à Genève

La Coordination européenne Via Campesina et Uniterre organisent une action et une formation autour de l'accès aux semences pour les paysans. Vous y êtes convié-e-s!

Action : Jeudi 20 octobre de 12h à 14h devant l'UPOV (Union internationale pour la protection des obtentions végétales) ch. des Colombettes 34 à Genève. L'action sera revendicative et théâtrale autour de la nécessité de maintenir un accès aux semences pour les paysans et contre la mainmise des groupes semenciers.

Formation: Du 20 octobre à 15h jusqu'au 22 octobre à 13h, nous organisons une formation et échanges d'expériences sur les semences, la législation suisse et européenne, les réseaux de semences paysannes. Le programme complet se trouve sur notre site internet dans la rubrique actualités/agenda.

Merci de vous inscrire par téléphone ou mail au plus vite et de préciser si vous avez besoin d'un logement. info@uniterre.ch 021 601 74 67

SUITE DOSSIER NYELENI



Une formation politique pour des jeunes paysans

J'ai participé au forum Nyéléni en tant que jeune, femme et représentante de L'Autre Syndicat, un petit syndicat de travailleur et travailleuses.

Un point très important pour les jeunes était de ne pas créer un forum parallèle mais de faciliter l'accès et la participation des jeunes à toutes les discussions du forum et réussir à intégrer les questions des jeunes aux discussions globales. Les jeunes se sont donc réunis presque chaque soir et ce fut des réunions très animées!



Comme résultat concret, les jeunes ont organisé une formation politique pour des jeunes paysans -qui aura lieu du 21 au 27 novembre à Strasbourg- afin de profiter des expériences des plus anciens. Ce sera aussi un espace pour échanger sur les expériences syndicales.

Nyeleni Europe était un espace important pour échanger sur les expériences d'occupations de terres faites dans divers pays, notamment par Reclaim the Fields, un mouvement de jeunes et moins jeunes paysans, sans terres,

jardinier ruraux et néo-ruraux, basé sur l'autogestion et existant seulement au travers des rencontres.

Les jeunes ont encore mis en place un atelier d'actions directes et de désobéissance civile. C'était assez représentatif de l'envie des jeunes d'agir. Mais plus globalement, les thèmes qui touchent les jeunes ont été traités de manière transversale comme l'accès à la terre, les formations, d'autres modes de fonctionnement ou le thème du genre.

Un des grands succès de ce Forum, notamment grâce à l'énorme travail des autrichiens, était l'ouverture vers les pays de l'est. Il y avait énormément de participants de ces pays et une grande curiosité réciproque. Lors de la réunion régionale des pays de l'est et sud-est, l'énergie qui s'y dégageait était impressionnante, l'envie d'apprendre de ce qui s'est passé chez nous, comment on est arrivé à 2 ou 4% de paysans! Ils se sont aussi dit qu'ils ont une chance et que beaucoup de choses déjà perdues chez nous existent encore chez eux. Ils ont notamment décidé de recueillir et préserver tous les savoirs des anciens des villages. Dynamiques, ils se sont massivement inscrits aux prochaines rencontres comme le campement Reclaim The Fields et la formation politique des jeunes ECVC.

Au final il faut dire que c'était impressionnant de voir comment les gens remplissaient toutes les espaces qui leur ont été proposés. La force du collectif, de se réapproprier les choses. A titre d'exemple, nous voulions juste présenter de façon symbolique le Kata de la houe, un art martial avec une houe-outil symbole des luttes paysannes- qu'on a découvert pendant l'occupation du champ des filles à Genève le 17 Avril de cette année. Mais tout à coup, tellement de participants voulaient l'apprendre que nous nous sommes retrouvés à animer des ateliers de Kata...

Madlen Weyermann

Un changement indispensable et profond de notre société

Les fondements sur lesquels repose la souveraineté alimentaire proposent un changement profond de société. Changement indispensable pour un monde écologique, participatif et solidaire. La souveraineté alimentaire implique des changements de fonctionnement du système mais aussi et



Dylan lors de la démonstration du kata de la houe

d'abord un changement de perception. Elle nous rappelle le droit et la nécessité de participer, de choisir ce que l'on veut manger, dans quelles conditions sociales et écologiques les aliments sont produits et parviennent à mon assiette et qui sont les personnes qui mangent à notre table! La souveraineté alimentaire est aussi un mouvement fédérateur de groupes de population spécifiques: productrices, travailleuses, couches pauvres de la population (consommatrices aussi, on l'est toutes quelques minutes par jour!), qui sont confrontés à des problématiques différentes mais dont la dégradation de la qualité de vie possède une origine souvent commune. C'est pour cette raison que nous devons

trouver des axes de travail communs et renforcer conjointement notre lutte et notre solidarité.

Au retour de ce forum, je suis partagé entre des grandes visions de refonte d'un système pourri et l'amélioration locale et actuelle de conditions de vie difficiles. Améliorations qui parfois maintiennent en place la structure dont on veut la refonte! Bref, dans le paradoxe sans fin d'un syndicalisme où les problèmes individuels l'emportent souvent sur des projets et luttes collectives. Ce paradoxe était aussi valable pour le forum où la tension entre problématiques locales et une vision plus globale ont parfois empêché d'aller plus loin dans nos réflexions... mais qui nous a évité de tomber dans les beaux discours utopiques.

Des réseaux et groupes de travail pour renforcer nos mouvements locaux

La compréhension réciproque des difficultés de chaque groupe et la circulation des informations, permettront de se soutenir mutuellement dans nos actions et nos projets et nous donneront des idées pour les améliorer. Les liens, réseaux et groupes de travail en construction auront un rôle primordial à jouer dans le renforcement de nos mouvements locaux. Pour l'Autre Syndicat, il s'agira avant tout de renforcer notre assise locale, qui, il faut le reconnaître, est tout sauf entièrement acquise. Renforcer le rapport de force face au rouleau compresseur gigantesque se trouvant en face de nous. Renforcer les liens que nous entretenons avec d'autres groupes de personnes atteintes par le système agroindustriel et plus largement patriarcal et capitaliste pour ne plus être ce petit gravier dont le rouleau ne se donne même pas la peine de considérer. Bref, le même boulot qu'avant mais avec un ou deux outils de plus à portée de main.

Dylan Barclay

Sections

Ça bouge à Neuchâtel

Faire partie d'un comité de section d'Uniterre, c'est bien souvent une excellente expérience personnelle. Mais si nous choisissons de nous bouger pour une telle cause, c'est pour que notre métier puisse envisager son avenir sous un meilleur jour et pour que nos jeunes puissent continuer ce beau et noble métier.

Les membres de notre section participent régulièrement aux diverses réunions, d'une part au sein de notre syndicat et de l'autre au comité de la chambre neuchâteloise d'agriculture et de viticulture (CNAV).

Au fil du temps, nous nous sommes rendu compte qu'une grande partie de nos collègues paysans ne se sentaient plus vraiment proches de leur défense professionnelle. De plus, avec la charge actuelle de travail, le paysan ne prend plus le temps d'échanger ses idées -bonnes ou mauvaises- avec ses collègues.

Dans ce contexte, l'idée nous est venue de mettre ces deux constatations en commun pour en ressortir une proposition, qui, nous l'espérons, changera un tant soit peu cette situation.

Nous proposons donc à tous nos collègues paysans du canton, membres ou non-membres d'Uniterre, de se retrouver à notre comité chaque dernier jeudi du mois

au restaurant de la Croisée à Malvilliers dès 20h30.

Notre but est de vous réunir afin de provoquer des discussions, des remarques et des questions sur notre métier et ceci dans un esprit constructif et détendu, autour d'un café ou du verre de l'amitié.

Nous espérons par là rapprocher les paysans entre eux et nous mettre à votre disposition pour transmettre vos idées et commentaires lors de nos réunions de défense professionnelle.

Nous vous attendons donc nombreux dès le jeudi 27 octobre 2011.

Philippe Reichenbach, président de la section neuchâteloise

Metrabol

Bolus après-vélage
Nettoyage et tonus

Taritral

TARIR avec la nature
sans antibiotique

Ovulitral

Le geste
FERTILITÉ

LGC SA
1627 Vaulruz

www.altagenetics.ch 026 913 79 84

Une PUB à insérer?
021 601 74 67

ACCÈS À LA TERRE

La terre: ressource à portée de main ou mirage?

A des milliers de kilomètres du Brésil ou de l'Inde, c'est à nos portes que des jeunes paysan-ne-s et urbains européens se mobilisent pour l'accès à la terre. Malgré les apparences, en Europe également, il existe des personnes, principalement des jeunes, qui recherchent désespérément des terres, des fermes et qui n'en trouvent pas.



Le 1^{er} forum sur la souveraineté alimentaire en Europe a été l'occasion de thématiser la question de l'accès à la terre. Jeunes et moins jeunes des quatre coins du continent ont ainsi relaté leurs difficultés au quotidien; et elles sont nombreuses. Que ce soit pour accéder aux terrains (manque de transparence dans les transactions foncières, prix des locations ou achats) comme pour l'installation en tant que telle: manque de moyens financiers, de savoirs-faire, de connaissances juridiques ou/et tout simplement manque d'infrastructures même légères sur les parcelles encore disponibles. Cette situation pratique est aggravée par l'absence de réelle prise de conscience de cette problématique tant au niveau des organisations agricoles que des politiques. Les jeunes et moins jeunes sont ainsi «largués en bord de champ» malgré une volonté de fer, à devoir bricoler des solutions faites de bric et de broc. Ceci alors qu'ils représentent l'avenir d'un métier, l'espoir d'un sursaut du monde paysan, une perspective d'avenir pour le secteur tout entier.

Sensibilisation nécessaire

Il paraît important de créer un espace politique dans lequel la revendication de l'accès à la terre puisse être entendue. Pour beaucoup de participant-e-s au forum, l'idée d'associer des actions directes sur le terrain telles que des occupations de terres, qui puissent alimenter le débat politico-juridique, a été saluée. En effet nombre d'expériences ont pu démontrer que c'est

en posant des actes sur le terrain que les politiques ou autres décideurs étaient forcés de réagir. En France contre l'installation d'un aéroport, à Genève contre des zones industrielles en friche depuis de trop nombreuses années, en Roumanie contre l'accaparement des terres pour des projets miniers... Les mobilisations citoyennes associant jeunes paysan-ne-s et réseau de solidarité ont été le plus souvent couronnées de succès. A Genève par exemple, l'occupation du Champ des filles prend racine et des discussions sont en cours avec les propriétaires. Cette action a également permis d'avancer sur un mandat juridique ayant pour thème l'installation des jeunes et qui pourrait déboucher sur des propositions concrètes au niveau cantonal.

Structure de financement

A ce jour, en Suisse, il n'existe pas de structure facilitant financièrement et juridiquement l'installation d'un jeune ou d'un groupe de jeunes alors que de tels organes existent depuis quelques années en France ou en Allemagne par exemple. Probablement en raison du fait que certaines régions dans ces pays ont subi des désertifications très importantes et ont poussé des réseaux militants à agir. Dans notre pays, il y aurait pourtant sûrement de quoi monter un tel projet. Il y a des jeunes qui souhaitent s'installer, des terres ou des fermes qui se libèrent de temps à autres et des personnes avec des moyens financiers non négligeables qui seraient probablement disposées à investir dans

une fondation favorisant l'accès des jeunes à la terre. Ces acteurs doivent se connaître. Or force est de constater qu'il existe un fossé entre celles et ceux qui remettent leur exploitation, les jeunes repreneurs et les financeurs potentiels. Les premiers, pour faire probablement au plus simple- et car la remise d'un domaine est souvent un déchirement- remettent ou louent les terres à leur voisin. Les seconds sont débordés sous les démarches administratives opaques, les montages financiers et juridiques et leur formation agricole. Les derniers, les mécènes, ne réalisent pas encore qu'il y a un défi à relever dans ce domaine. Jusqu'à lors, notre proposition adressée aux chambres d'agriculture pour qu'elles mettent en place une sorte de bourse d'échange ou lieu de rencontre est restée lettre morte.

Sacro-sainte propriété privée

En Europe, la propriété privée est une valeur supérieure. Au point qu'elle figure comme un droit fondamental dans le projet de Constitution genevoise alors que les droits au logement ou à l'alimentation ne le sont pas... C'est une variable avec laquelle il faut composer sous nos latitudes. Ce n'est pas le cas dans d'autres régions du monde où il existe de nombreuses formes de régimes fonciers; diversité qu'il s'agit de conserver absolument.

En Suisse, les questions à poser sont: tout en conservant les immenses qualités de notre droit foncier rural, comment serait-il possible de le faire évoluer afin d'y intégrer des formes de régimes fonciers répondant aux demandes des générations actuelles? Comment assouplir par exemple, sans le vider de son contenu, le principe d'exploitation à titre individuel pour permettre par exemple à un groupe de paysan-ne-s d'exploiter des terres? Par ailleurs serait-il envisageable que des collectivités publiques acquièrent des terres qui se seraient libérées et les redistribueraient rapidement en fonction des projets d'installation soumis? Elles seraient ainsi un acteur «tampon» permettant d'éviter que l'ensemble des terres soit destiné à agrandir des fermes existantes et qu'il reste ainsi des structures viables pour de nouveaux paysan-ne-s.

Casse-tête juridique

Autre aspect soulevé par les jeunes: il arrive parfois d'avoir une option sur des parcelles, mais celles-ci sont alors «nues» de toute construction, sans installations fixes, sans habitation. Difficile et épuisant de se lancer dans un projet durable sans possibilité de construire. Car pour être reconnue comme exploitation agricole, il faut non seulement des terres mais aussi des bâtiments; ce qui permet ensuite d'avoir droit aux paiements directs et aux crédits de construction... c'est le serpent qui se mord la queue. D'autant qu'il faut par ailleurs éviter de bétonner la zone agricole. Quid alors de la facilité pour des structures mobiles ou «temporaires»?

Les participant-e-s au forum ont la ferme intention d'inverser la tendance à l'érosion du nombre de fermes en Europe: 2 à 3 par jour en Suisse, 200 par semaine en France, 1 toute les 3 minutes dans l'Union européenne... Ils ont affirmé leur volonté de renforcer ou créer des réseaux sur les thématiques du financement de l'installation (rencontre européenne prévue) ou du partage des savoirs-faire par un réseau de fermes-accueil. Enfin, afin de sensibiliser l'opinion à l'urgence d'agir, il a été proposé que le 17 avril 2012 (journée internationale des luttes paysannes) soit dédié à une journée européenne d'occupation des terres et d'accès aux ressources naturelles communes.

Dans chacun des pays, cette thématique est plus ou moins développée. En Suisse, Uniterre et des jeunes souhaitent briser le tabou de l'accès à la terre. Pour ce faire, ils organisent une première réunion pour défricher ensemble le terrain! (voir encadré)

Valentina Hemmeler Maïga

Première rencontre nationale sur l'accès à la terre

Samedi 5 novembre, de 10h à 18h. Lieu à déterminer. voir site

Objectifs: échanges d'informations et d'expériences sur la réalité suisse. Quelles actions sur le terrain et le plan politique peut-on mener en 2012?

Amener un pic-nic

**Inscriptions nécessaires :
021 601 74 67 v.hemmeler@uniterre.ch, commission accès à la terre**

BRÈVES

UMFRAGE «WOZU DIENT UNITERRE?» - WIR WARTEN AUF IHRE ANTWORTEN!

Sie haben in der Zeitschrift von Juli/August eine Umfrage gefunden, welche alle Mitglieder von Uniterre nach ihren Beweggründen zum Beitritt befragt. Wir bedanken uns ganz herzlich bei allen, welche uns Ihre Antworten bereits zugeschickt haben!

Damit wir die Situation der Bäuerinnen und Bauern von heute möglichst genau kennen, ist es sehr wichtig, dass möglichst viele Fragebögen ausgefüllt und zurückgeschickt werden. Deshalb bitten wir alle, die noch nicht die nötige Zeit dafür gefunden haben, uns mit Ihren Antworten zu helfen – wir sind auf Ihre Antworten angewiesen.

Die Umfrage gehört zu einer umfassenden Studie, welche von Soziologen der Universität Freiburg durchgeführt

wird und die Veränderungen von bestimmten Berufsgruppen betrifft. Die Studie soll die zahlreichen Veränderungen des landwirtschaftlichen Alltags und der Interessenvertretung in diesem Sektor ergründen.

Wir wären Ihnen sehr dankbar, wenn Sie uns den Fragebogen bis am 30. Oktober 2011 zurückschicken könnten.

Sie können den Fragebogen auf folgenden Adressen vorzugsweise online ausfüllen: www.unifr.ch/go/uniterrede (deutsche Version). Die Benutzeroberfläche ist sehr einfach zu bedienen!

Wenn Sie Ihre Papierversion der Zeitschrift nicht mehr finden, können Sie auf folgender Adresse ein anderes Exemplar herunterladen: www.unifr.ch/travail-et-politique.

Die Postadresse ist:

Dr. Claudia Dubuis
Université de Fribourg
Sociologie, politiques sociales et travail social
Rte des Bonnefontaines 11
1700 Fribourg

Wir danken Ihnen herzlich für Ihre wertvolle Mitarbeit.

Muriel Surdez,
assozierte Professorin
Claudia Dubuis, Doktorassistentin



QUESTIONNAIRE «A QUOI SERT UNITERRE» - NOUS ATTENDONS VOS RÉPONSES!

Vous avez trouvé dans le numéro de juillet-août un questionnaire portant sur ce que les membres d'Uniterre pensent de leur syndicat. Merci à celles et ceux qui nous ont déjà fait parvenir leurs réponses!

Pour rester au plus proche de la réalité des paysans d'aujourd'hui, il est très important qu'un maximum de questionnaires nous soient retournés. Nous nous permettons de rappeler à celles et à ceux qui n'auraient pas encore trouvé le temps de le faire que nous comptons sur leur participation.

Ce questionnaire fait partie d'une recherche plus générale entreprise

par des sociologues de l'Université de Fribourg et qui porte sur les mutations professionnelles. Cette dernière vise à comprendre les nombreuses modifications que connaît le métier de paysan et l'organisation de la défense des intérêts professionnels dans ce secteur.

Nous vous serions très reconnaissants si vous pouviez nous retourner le questionnaire d'ici le 30 octobre 2011.

Vous pouvez remplir le questionnaire de préférence en ligne aux adresses suivantes : www.unifr.ch/go/uniterrefr (pour la version française). L'interface est très facile d'accès et d'usage!

Si vous avez égaré la version papier encartée dans le journal, vous trouverez un exemplaire à télécharger sur le site www.unifr.ch/travail-et-politique, à envoyer à :

Dr Claudia Dubuis
Université de Fribourg
Sociologie, politiques sociales et travail social
Rte des Bonnefontaines 11
1700 Fribourg

Nous vous remercions pour votre précieuse collaboration.

Muriel Surdez, professeure associée
Claudia Dubuis, assistante docteure

Agenda

7 octobre: Journée dynamique des sections, à Salavaux, 11h-16h. Inscriptions auprès des sections.

14 octobre, Uni Mail, Genève, 18h30: Conférence publique organisée par Uniterre. Vers une alimentation de qualité accessible à toutes et tous, au Nord comme au Sud: Comment agir en Suisse pour une souveraineté alimentaire.

16 octobre: Comité d'Action Uniterre à Detligen, ferme Ramseier. Discussion des prochaines actions. 14-16h.

20-22 octobre: action et formation ECVC sur les semences, Genève.

5 novembre: réunion nationale accès à la terre, jeunes-lieu à déterminer

10 novembre: Conférence de Guy Kastler, du réseau semences paysannes et de la Confédération paysanne, à Lausanne-lieu à définir

21-27 novembre à Strasbourg: Formation politique ECVC pour des jeunes paysans. Info et inscription à info@uniterre.ch

Programme sur site, dossier «Accès à la terre»

RECHERCHE

Je cherche le livre «Histoire de la guerre des vaches» de Edouard Benoit,

Imprimerie Bron, le Mont-sur-Lausanne, 1986. (pas forcément neuf)
André Guex, route des Epélévoz 6, 1806 St-Légier (pour la facture).
tél. 021 943 18 19

LE COURRIER
L'essentiel, autrement.

Rebondir autrement